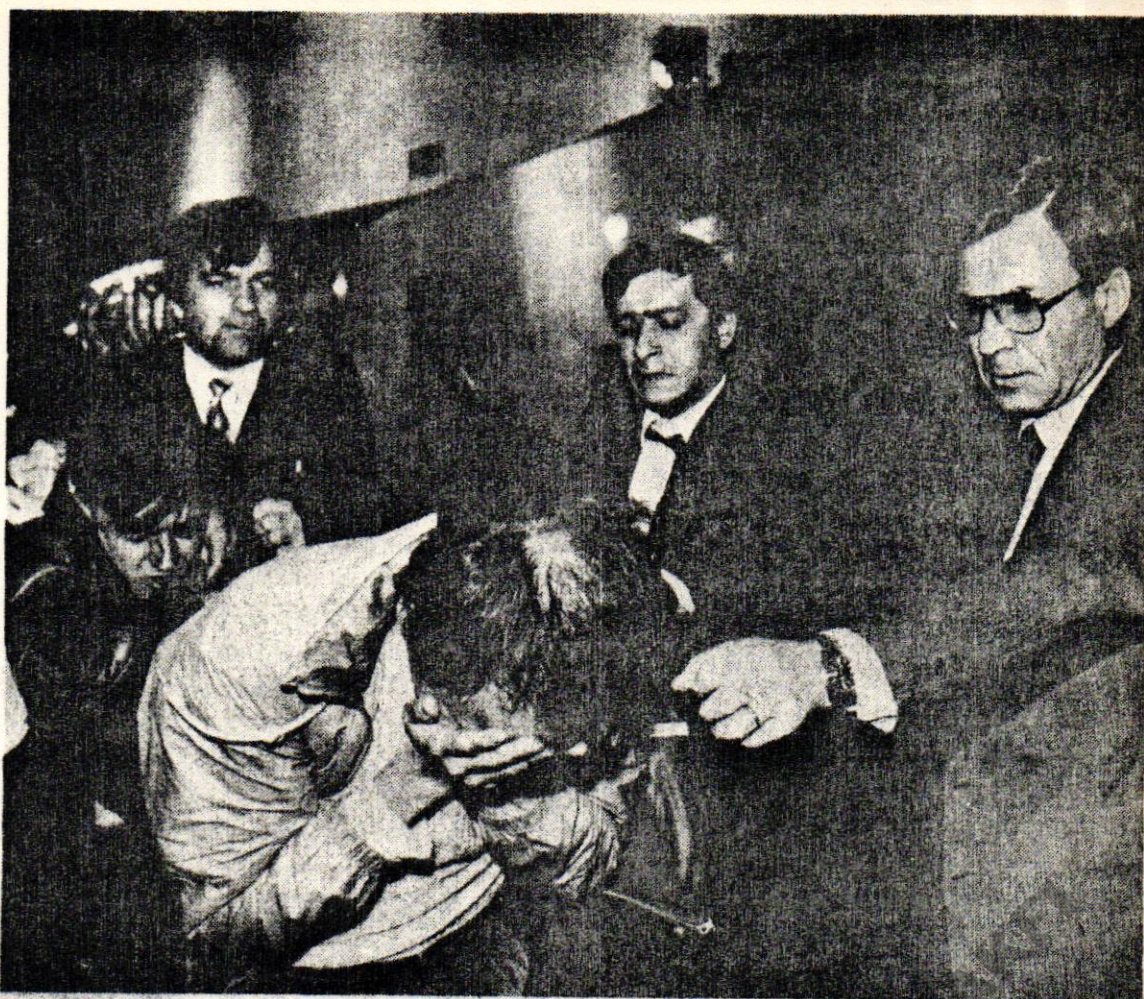




Etudiants communistes contre la visite du Premier ministre d'Ankara

LOI TURQUE A PARIS

Des agents armés de la dictature agressent sauvagement garçons et filles venus dénoncer le régime du général Evren. Onze démocrates turcs ont été, hier, condamnés à mort

LE Premier ministre turc, M. Turgut Ozal, n'a pas apprécié que des étudiants communistes lui rappellent, hier soir dans une salle de l'UNESCO, qu'il représentait un régime criminel, une dictature. Son Excellence prétend, au contraire, que c'est une démocratie. Il est venu, à Paris, en visite privée de 24 heures, pour discourir dans un colloque organisé par l'association « Islam et Occident » et rencontrer MM. Chirac et Barre. Pendant ce temps, les tribunaux militaires turcs continuent à condamner les opposants à mort. M. Turgut Ozal avait emmené dans ses bagages des représentants en civil de la police turque pour le protéger des adversaires français à la dictature du général Evren. Il est scandaleux qu'on laisse ainsi les flics d'Ankara faire la loi à Paris.

Ces individus ont sauvagement agressé les quelques dizaines d'étudiants communistes qui avaient réussi à se glisser dans la salle du colloque. Sabino Patrino, secrétaire national de l'UEC, s'est levé pour lire une déclaration afin de dire son fait au représentant des assassins de la démocratie. Ses camarades ont alors lancé des tracts de protestation. Les policiers turcs les ont violemment battus, Sabino a été blessé à l'arcade sourcilière. Un des hommes de main de la dictature a braqué son revolver en criant « Attention, je tire ! » La police française attendait à la sortie. Nos camarades ont demandé et obtenu sa protection. L'actualité tragique de la Turquie a fourni une justification sup-

plémentaire au geste de protestation des étudiants communistes. Au moment même où se déroulait leur manifestation, les dépêches en provenance d'Ankara annonçaient que onze opposants à la dictature du général Evren venaient d'être condamnés à mort. Les sentences ont été prononcées, hier, par le tribunal militaire d'Erzurum, une ville située à l'est de la Turquie. Les juges avaient décidé d'envoyer à la potence treize prisonniers politiques mais deux de leurs victimes étant encore des mineurs, ils ont commué les peines de ces jeunes patriotes en réclusion à perpétuité.

M. Turgut Ozal, le Premier ministre turc qui a été reçu comme il convenait, grâce à l'initiative prise par l'UEC, avait choisi « Libération » pour tenter d'améliorer l'image du régime militaire dont il n'est qu'une couverture civile. Il a paru assuré de l'amélioration des relations franco-turques, « si ce n'est pas tout de suite, sans doute après ». Ankara n'est d'ailleurs pas mécontente des rapports actuels puisque son envoyé a confié que les sociétés françaises allaient être, à nouveau, invitées à participer aux appels d'offres en Turquie.

Ce point acquis, M. Turgut Ozal n'a pas craint de prétendre : « La Turquie est aujourd'hui une démocratie meilleure qu'avant le 12 septembre 1980 » (date de la prise de pouvoir par l'armée. Pour prouver la valeur de cette affirmation, le Premier ministre du général-président s'est déclaré hostile à une amnistie générale avant cinq ou six ans.

Légaliste jusqu'au bout, il a expliqué qu'une telle mesure nécessiterait une révision de la constitution. « Il nous faut la tester d'abord », a-t-il souligné ; en condamnant à mort et en pendant, a oublié de préciser ce représentant si constitutionnel de la dictature installée au flanc de l'Europe.

Les représentants de ce régime ont retrouvé leurs sièges d'observateurs au conseil européen et M. Turgut Ozal s'en prévaut pour déclarer : « L'Europe a tout à gagner à ce que la Turquie en fasse partie. » L'Assemblée européenne lui a infligé, hier, un démenti.

Sur un amendement présenté par Robert Chambeiron, au nom du groupe communiste et apparentés, elle s'est prononcée, en première lecture du budget de la CEE pour 1986, en faveur du gel de crédits destinés à la Turquie. Ce vote a été acquis à une majorité très importante.

Il peut être considéré comme une condamnation du régime d'Ankara car il est stipulé, dans l'amendement adopté, que ces crédits ne pourront être débloqués tant que la Turquie n'aura pas retrouvé la plénitude des droits démocratiques.

Il faut espérer que le Conseil des ministres qui a le dernier mot sur ces crédits, et donc le gouvernement français, tiendront compte de la volonté exprimée par l'Assemblée européenne et ne rétabliront pas, lors de la réunion de fin novembre, les crédits destinés à la Turquie, comme cela fut fait l'an passé.

Jean George

Témoignages sur la violence des policiers turcs à Paris

ILS SE CROYAIENT A ANKARA

Les agents de la sécurité de la dictature nous ont agressés, soulignent les étudiants communistes qui protestaient, jeudi, contre la présence de M. Ozal. Le gouvernement français gardera-t-il le silence ?



M. Barre et le premier ministre turc conversent aimablement (cliché de gauche). Les agents de la sécurité turque agressent un étudiant communiste (cliché de droite). (Photos Joël Lumien.)

ILS étaient une bonne trentaine, dans la salle 1 de l'UNESCO, ces flics turcs qui, jeudi après-midi, se sont jetés sur les étudiants communistes venus crier : « Assassin, hors de France » au premier ministre d'Ankara, M. Turgut Ozal. Un inspecteur des Renseignements généraux français, présent sur les lieux, a confié à nos camarades

que ces individus s'entraînaient, depuis deux semaines, à quadriller l'endroit où devait parader le représentant du général Evren.

Les témoignages des jeunes gens si violemment agressés portent d'abord sur la sauvagerie de ces agents de la dictature turque. « Ils ont frappé de propos

délibéré, raconte Bernard. Ils nous ont d'abord poussés hors de la salle et, dans le hall, se sont déchainés. L'un d'eux m'a d'abord immobilisé les bras. Il a parlé en turc avec un de ses collègues puis s'est mis à me battre. » Trois autres s'acharnaient sur Olivier qui, tout à coup, s'est vu braqué par un de ses agresseurs. « Heureusement, un policier

français m'a tiré de là et s'est mis entre les Turcs et moi. »

Pendant ce temps, les hommes de la sécurité d'Ankara continuaient à cogner avec application. Guillaume, lui aussi, a été mis en joue. Frank, maintenu par un des sbires, a reçu encore un coup de pied dans le ventre et un autre à la tête, « alors que tout semblait fini ».

Sabino, les plus touché de tous, a dû consulter un médecin. C'est sous les yeux d'un Raymond Barre impassible que les agents turcs ont expulsé les jeunes gens dont les cris n'ont pas ému l'ancien premier ministre. Celui-ci a commenté l'affaire en regrettant que « la liberté de réunion ait été interrompue ». De celle du peuple turc, il n'a point parlé.

M. Georges Ball, ancien sous-secrétaire d'Etat américain, et le prince al Faïçal al Saoud, président de l'Association internationale des banques islamiques, partageaient la vedette d'un colloque où les marchés turcs ont été à l'honneur.

Les policiers d'Ankara ont agi à Paris comme ils se conduisent en Turquie, « avec le physique de l'emploi et des yeux de haine », souligne un de ceux qui les ont vus à l'œuvre dans le hall de l'UNESCO.

« Le gouvernement turc a montré son vrai visage », commente l'Union des étudiants communistes, qui poursuit : « Malgré cette intimidation, nous soutiendrons toujours les démocrates turcs. Nous exigeons plus que jamais le retrait immédiat de la Turquie du Conseil de l'Europe. » Après ce qui vient de se passer à Paris, le silence du gouvernement français, devant les violations des droits de l'homme en Turquie, est encore plus insoutenable.

Jean George

Accord signé hier à Belfast

UN BUREAU DES PLAINTES

Les gouvernements de Londres et Dublin pensent régler la question de l'Irlande du Nord en créant une commission chargée d'enregistrer les doléances des catholiques

DANS le château d'Hillsborough, près de Belfast, sous la surveillance de centaines de policiers et soldats en armes, les premiers ministres de Grande-Bretagne et de République d'Irlande ont signé, hier, un accord sur l'Irlande du Nord. Celui-ci, laborieusement négocié depuis un an, prévoit essentiellement que les autorités de Dublin auront un droit de regard sur la gestion des affaires de ce qui demeure une province britannique. Le gouvernement de Dublin reconnaît en effet la souveraineté de Londres sur l'Irlande du Nord.

La principale nouveauté consiste donc en la création d'un secrétariat permanent composé de représentants des deux gouvernements, sorte de « consulat », auprès duquel les catholiques (un tiers du 1,5 million d'habitants), les partisans de l'indépendance, pourront exprimer leurs doléances. Cette structure

sera chargée, précise l'AFP, de conseiller les autorités britanniques de la province. Autre exemple de « réformes » contenues dans l'accord, dont les détails n'ont pas été rendus publics, les catholiques seraient désormais autorisés à donner des noms irlandais aux rues et à hisser le drapeau irlandais...

Mettant les points sur les « i », dans un discours prononcé jeudi à la Chambre des communes, Margaret Thatcher déclarait qu'en tout état de cause l'accord « ne remettrait pas en cause le fait que les décisions au nord de la frontière (entre les deux parties du territoire irlandais, NDLR) sont prises par le Royaume-Uni (...) ». Bref, l'Irlande reste une colonie britannique. Les droits civiques et sociaux de ceux qui refusent ce statut pourront encore y être bafoués. Et l'on voit mal comment cet accord pourrait désamorcer les violences, ainsi que

les dirigeants de Dublin et de Londres font mine de le croire.

Hier encore, d'ailleurs, l'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué un attentat qui a fait un mort et un blessé grave parmi des policiers de la Royal Ulster Constabulary (RUC, corps de suppléants de l'armée britannique) qui patrouillaient dans un village au sud du comté d'Armagh.

La réaction du gouvernement français se « réjouissant vivement de l'accord » qui, selon lui, « ouvre la possibilité d'un développement pacifique pour les habitants d'Irlande du Nord », manque, pour le moins, de prudence, et fait bon marché du droit du peuple irlandais dans son ensemble à déterminer lui-même l'organisation étatique qui lui convient. A Washington, le président Reagan a lui aussi applaudi et annoncé son intention d'« apporter un soutien pratique à cet important accord ».